

NOTE DE SERVICE

Destinataires : Membres du Conseil d'administration

Expéditeurs : Me Sylvie Champagne, secrétaire de l'Ordre et directrice du Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques
Me Marc Sauvé, conseiller principal - Recherche et législation

Date : 9 juin 2017

Objet : Vigie sur les dossiers stratégiques, positionnement et leadership & les suivis

Chers membres du Conseil d'administration,

Nous désirons vous informer des dossiers sur lesquels le Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques travaille actuellement depuis notre dernière note.

NOUVEAUX DOSSIERS

Pour faciliter la lecture, nous utilisons la légende suivante

PL provinciaux

PL fédéraux

Index	Projet loi provincial #144 (dépôt : 9 juin 2017)	
Titre	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire	
Enjeux	Ce projet de loi a principalement pour but d'accroître la portée du droit à la gratuité des services éducatifs et de renforcer les mesures visant le respect de l'obligation de fréquentation scolaire.	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1)	
	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
	Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité en droit de la jeunesse	
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA	15 août 2017
Note sur l'action	CA - août 2017	
Action	Étude du PL	9 juin 2017

Index	Projet loi provincial #797 (dépôt : 9 juin 2017)
Titre	Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Ce projet de loi modifie les règles relatives à la déclaration de filiation afin que le conjoint de fait survivant puisse déclarer la filiation de son enfant à l'égard de son conjoint de fait décédé avant la naissance. - Ce projet de loi modifie également les règles relatives à l'établissement de la filiation prévues au Code civil du Québec. Il étend la présomption de paternité prévue au Code civil du Québec à l'enfant né dans les 300 jours après la fin de l'union de fait dans les cas où le conjoint de fait est décédé avant la naissance. - Ce projet de loi prévoit également que l'enfant issu par procréation assistée d'un projet parental entre conjoints de fait qui est né dans les 300 jours après la fin de l'union de fait est présumé avoir pour autre parent l'ex-conjoint de fait de la femme qui lui a donné naissance si cet ex-conjoint est décédé avant la naissance.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Autres(s) critère(s)	Saine administration de la loi et de la justice
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre Arianne Leblond

Index	Projet loi fédéral #C-51 (dépôt : 6 juin 2017)
Titre	Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le ministère de la Justice et apportant des modifications corrélatives à une autre loi
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Clarification et renforcement de certains aspects du droit relatif à l'agression sexuelle qui touchent le consentement, l'admissibilité de la preuve et la représentation par avocat des plaignants; - Abrogation ou modification de plusieurs dispositions du Code criminel que les tribunaux ont jugées inconstitutionnelles ou qui sont devenues désuètes ou inutiles; - Création d'une exigence de dépôt d'une déclaration concernant la Charte qui décrit les répercussions sur les droits et libertés garantis par celle-ci lors de chaque nouveau projet de loi du gouvernement.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Autres(s) critère(s)	Confiance du public dans les institutions Saine administration de la loi et de la justice
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre Arianne Leblond
Comité(s)	Comité en droit criminel
Action	Étude du PL

Index	Projet loi provincial #897 (dépôt : 1 juin 2017)	
Titre	Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation l'éducation la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation	
Enjeux	Ce projet de loi vise à garantir le droit fondamental à l'éducation des enfants. N.-B. Ce projet de loi est étudié conjointement avec le PL-144.	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1)	
	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
	Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité en droit de la jeunesse	
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA	15 août 2017
Note sur l'action	CA - août 2017	
Action	Étude du PL	9 juin 2017

Index	Règlement provincial (dépôt : 31 mai 2017)	
Titre	Règlement de la Cour du Québec	
Enjeux	Procédures et pratiques à la Cour du Québec	
Critère(s)	- Exercice de la profession - Administration de la justice	
Responsables(s)	Arianne Leblond	
	Réa Hawi	
Comité(s)	Comité en droit de la jeunesse	
	Comité sur la procédure civile	
Action	Autre	7 juin 2017
Note sur l'action	Étude des modifications apportées par le comité des juges de la Cour du Québec et présidé par la juge Dominique Vézina. Soumettre commentaires le 30 juin 2017.	

Index	Projet loi provincial #895 (dépôt : 23 mai 2017)	
Titre	Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance	
Enjeux	Permettre aux personnes n'ayant pas la citoyenneté canadienne de faire modifier la mention de sexe à l'état civil sans délai préalable de résidence au Québec	
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
	Arianne Leblond	
	Fanie Pelletier	
	Réa Hawi	
Comité(s)	Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté	
	Comité LGBT	
	Comité sur les droits de la personne	
Action	Dépôt du projet de lettre au CA	8 septembre 2017
Action	Étude du PL	7 juin 2017

Index	Projet loi provincial #890 (dépôt : 18 mai 2017)	
Titre	Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice	
Enjeux	<p>Ce projet de loi édicte des dispositions pour assurer la saine administration de la justice criminelle et pénale afin de préserver la confiance du public envers le système de justice.</p> <p>Ce projet de loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires pour prévoir des dispositions concernant le droit d'être jugé dans un délai raisonnable dans le cadre d'une instance criminelle ou pénale. On propose l'utilisation de la clause dérogatoire à la Charte canadienne et à la Charte québécoise.</p>	
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice	
	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes	
	Confiance du public dans les institutions	
Responsables(s)	Arianne Leblond	
	Nicolas Le Grand Alary	
Action	Rédaction d'une lettre en cours	2 juin 2017
Note sur l'action	CA août 2017	
Action	Étude du PL	23 mai 2017

Index	Projet loi provincial #697 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice	
Enjeux	Protection du public; Accès à la justice; Rôle de l'avocat;	
Responsables(s)	Nicolas Le Grand Alary Sylvie Champagne	
Action	Étude du PL	11 mai 2017
Note sur l'action	Dépôt d'un projet de lettre CA juin 2017	

Index	Projet loi fédéral #C-343 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi constituant le Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels et modifiant certaines lois	
Enjeux	Le texte constitue le Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels et précise les attributions de l'ombudsman. Il modifie la Charte canadienne des droits des victimes afin de préciser le rôle de l'ombudsman à titre d'autorité compétente pour l'examen des plaintes au titre de cette loi. Finalement, il apporte des modifications corrélatives à certaines lois.	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice Confiance du public dans les institutions Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur Saine administration de la loi et de la justice	
Responsables(s)	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité en droit criminel	
Action	Étude du PL	26 mai 2017
Note sur l'action	Le projet de loi ne sera probablement pas étudié puisqu'il serait irrecevable. Le Comité en droit criminel ne considère pas qu'il est nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant. Nous surveillons le cheminement du projet de loi	

Index	Projet loi fédéral #C-345 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi modifiant le Code canadien du travail (employées enceintes ou allaitantes)	
Enjeux	Le texte modifie le Code canadien du travail afin: - d'autoriser le ministre du Travail à conclure avec le gouvernement d'une province un accord prévoyant l'application, aux employées enceintes ou allaitantes, de certaines dispositions du droit provincial en matière de santé et de sécurité au travail.	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice Atteinte au partage des pouvoirs législatifs prévus à la constitution Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité sur les droits de la personne	
Action	Étude du PL	7 juin 2017
Note sur l'action	Étude par le Comité sur les droits de la personne Le Comité n'a aucun commentaire à faire sur ce projet de loi	

Index	Projet loi fédéral #C-346 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi modifiant la Loi sur les armes à feu (permis)	
Enjeux	Le texte modifie la Loi sur les armes à feu afin de: - rendre valides à vie certains permis d'armes à feu et de prévoir que les permis peuvent faire l'objet d'une renonciation. - exiger des particuliers qu'ils mettent à jour, tous les dix ans, les renseignements fournis dans leur demande de permis et prévoit la suspension des permis dans certaines circonstances.	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général Sécurité publique	
Responsables(s)	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité en droit criminel	
Action	Étude du PL	26 mai 2017
Note sur l'action	Le Comité en droit criminel ne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant. Nous surveillons le cheminement du projet de loi.	

Index	Projet loi fédéral #C-349 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois en conséquence (organisation criminelle)	
Enjeux	<p>Le texte modifie le Code criminel afin de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévoir que le gouverneur en conseil peut établir une liste d'entités composée d'organisations criminelles. - ériger en infraction le fait pour quiconque de porter l'emblème d'une entité inscrite dans le but de démontrer son appartenance à une telle organisation. 	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1)	
	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes	
	Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général	
	Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice	
	Liberté d'expression	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité sur les droits de la personne	
Action	Étude du PL	7 juin 2017
Note sur l'action	Le Comité sur les droits de la personne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant. Nous surveillons le cheminement du projet de loi.	

Index	Projet loi fédéral #S-226 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	
Enjeux	<p>Le texte édicte la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus afin de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévoir la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale. - apporter des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. 	
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes	
	Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général	
	Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice	
	Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
	Arianne Leblond	
	Réa Hawi	
Comité(s)	Comité sur les droits de la personne	
Action	Dépôt du projet de lettre au CA	8 septembre 2017
Note sur l'action	CA sept. 2017	
Action	Étude du PL	7 juin 2017

Index	Projet loi fédéral #S-237 (dépôt : 11 mai 2017)	
Titre	Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel)	
Enjeux	<p>Le texte modifie le Code criminel afin de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - diminuer le taux criminel, le faisant passer de soixante pour cent au taux de financement à un jour de la Banque du Canada - majorer ce nouveau taux de vingt pour cent si le capital est prêté à certaines fins, notamment à des fins personnelles, familiales ou ménagères. <p>Il maintient le taux criminel à soixante pour cent si le capital prêté est destiné à des fins professionnelles ou commerciales.</p> <p>Toutefois, les conventions ou ententes aux termes desquelles le capital prêté égale ou excède un million de dollars et est destiné à des fins professionnelles ou commerciales ne sont pas visées par ces dispositions.</p>	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1)	
Autres(s) critère(s)	Absence ou l'insuffisance de consultation avant l'adoption d'une loi ou d'un règlement	
	Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur	
Responsables(s)	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité en droit criminel	
Action	Étude du PL	26 mai 2017
Note sur l'action	<p>Le Comité en droit criminel ne considère pas qu'il est nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant.</p> <p>Nous surveillons le cheminement du projet de loi.</p>	

Index	Projet loi provincial #134 (dépôt : 3 mai 2017)	
Titre	Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation	
Enjeux	<p>Modification de la Loi sur la protection du consommateur en matière de crédit. Introduction d'un régime de protection relatif aux contrats de service de règlement de dettes. Ajout d'obligations pour les commerçants relativement aux contrats de crédit et d'exigences en matière de publicité. Introduction de dispositions traitant des programmes de fidélisation. Modification de la Loi sur les agents de voyages et de la Loi sur le recouvrement de certaines créances.</p>	
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
	Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)	
Responsables(s)	Réa Hawi	
Comité(s)	Comité sur la protection du consommateur	
Action	Participation au CP	
Note sur l'action	Date à déterminer.	
Action	Rédaction d'un mémoire en cours	3 mai 2017
Note sur l'action	Présentation d'un projet de mémoire au CA de juillet 2017.	
Action	Étude du PL	2 mai 2017

Index	Projet loi provincial #133 (dépôt : 27 avr 2017)	
Titre	Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions	
Enjeux	Ce projet de loi modifie la Loi sur la police afin d'y introduire l'obligation pour les policiers et les constables spéciaux, dans l'exercice de leurs fonctions, de porter l'uniforme et l'équipement fournis par leur employeur.	
Autres(s) critère(s)	Confiance du public dans les institutions	
	Liberté d'expression	
	Saine administration de la loi et de la justice	
	Sécurité publique	
Responsables(s)	Marc Sauvé	
Action	Dépôt du projet de lettre au CA	15 août 2017
Action	Étude du PL	5 mai 2017
Note sur l'action	Projet de lettre sera soumis CA août 2017 - Le projet de loi ne sera pas étudié en commission parlementaire avant l'automne 2017.	

Index	Projet loi fédéral #C-45 (dépôt : 13 avr 2017)
Titre	Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois
Enjeux	<p>Le texte édicte la Loi sur le cannabis afin de permettre un accès légal au cannabis et de contrôler et de réglementer sa production, sa distribution et sa vente.</p> <p>La loi a pour objectif de restreindre l'accès des jeunes au cannabis, de protéger la santé et la sécurité publiques par l'établissement d'exigences strictes en ce qui a trait à la sécurité et à la qualité des produits et de décourager les activités criminelles par l'imposition d'importantes sanctions pénales aux personnes agissant en dehors du cadre juridique. Elle vise également à alléger le fardeau du système de justice pénale relativement au cannabis.</p> <p>La loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) prévoit des interdictions criminelles concernant notamment la vente et la distribution illicites de cannabis, y compris aux jeunes, ainsi que la possession, la production, l'importation et l'exportation illicites de cannabis; b) permet au ministre d'autoriser la possession, la production, la distribution, la vente, l'importation et l'exportation de cannabis et de suspendre, de modifier ou de révoquer de telles autorisations lorsqu'il est justifié de le faire; c) permet aux personnes qui sont autorisées à vendre du cannabis en vertu d'une loi provinciale à avoir en leur possession, à vendre ou à distribuer du cannabis si cette loi contient certaines mesures législatives; d) interdit la promotion, l'emballage et l'étiquetage de cannabis susceptibles de rendre le cannabis attrayant pour les jeunes ou d'en encourager la consommation, tout en permettant aux consommateurs d'avoir accès à des renseignements à partir desquels ils peuvent prendre des décisions éclairées sur la consommation de cannabis; e) prévoit des pouvoirs d'inspection, le pouvoir d'infliger des sanctions administratives pécuniaires et la possibilité d'engager des poursuites pour certaines infractions par l'entremise d'un formulaire de contravention; f) prévoit des mécanismes relativement à la saisie de cannabis et à d'autres biens saisis; g) autorise le ministre à prendre des arrêtés, notamment concernant le rappel de produits, la fourniture de renseignements, la réalisation d'essais ou d'études et la prise de mesures visant à prévenir le non-respect de la loi; h) permet la mise en place d'un système de suivi du cannabis aux fins d'exécution et de contrôle d'application de la loi; i) autorise le ministre à fixer, par décret, le prix à payer pour divers produits et services fournis en application de la loi; j) autorise le gouverneur en conseil à prendre des règlements concernant notamment la qualité, l'analyse, la composition, l'étiquetage et l'emballage du cannabis, les habilitations de sécurité et la collecte et communication de renseignements qui sont liés au cannabis ainsi que des règlements soustrayant certaines personnes ou catégories de cannabis à l'application de la loi. <p>Le texte modifie aussi la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, afin notamment de renforcer les peines maximales applicables à certaines infractions et de permettre au ministre de retenir des experts ou des spécialistes pour le conseiller. Il abroge l'article 1 de l'annexe II de cette loi et prévoit des modifications corrélatives qui découlent de cette abrogation.</p> <p>Le texte abroge également la partie XII.1 du Code criminel, qui porte sur la documentation et les instruments pour l'utilisation de drogues illicites, et apporte des modifications corrélatives à cette loi.</p> <p>Le texte modifie la Loi sur la santé des non-fumeurs afin de prévoir l'interdiction de fumer et de vapoter du cannabis dans des endroits et des moyens de transport réglementés par le gouvernement fédéral. Finalement, il apporte des modifications corrélatives à d'autres lois.</p>
Critère(s) PS	<p>Connaissance justice population (P.S. 6.1)</p> <p>Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)</p>
Autres(s) critère(s)	<p>Confiance du public dans les institutions</p> <p>Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général</p>

	Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice	
	Sécurité publique	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
Comité(s)	Comité en droit criminel	
	Comité en droit de la jeunesse	
	Comité sur la protection du consommateur	
	Comité sur les droits de la personne	
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA	9 juin 2017
Note sur l'action	CA juin 2017	
Action	Présentation d'une note de service	9 juin 2017
Note sur l'action	Commentaires des membres du Comité sur les droits de la personne	
Action	Étude du PL	7 juin 2017
Note sur l'action	Étude par le Comité en droit de la jeunesse pour vérifier certains points dans le mémoire	
Action	Étude du PL	7 juin 2017
Note sur l'action	Étude du projet de loi par le Comité sur les droits de la personne	
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA	12 mai 2017
Action	Étude du PL	27 avril 2017
Note sur l'action	Étude par le Groupe de réflexion sur la légalisation du cannabis	

Index	Projet loi provincial #794 (dépôt : 4 avr 2017)	
Titre	Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance	
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Ce projet de loi introduit l'interdiction de prendre en considération comme facteur de détermination de risque dans un contrat d'assurance le fait d'avoir été atteint d'une maladie visée par règlement à compter d'un certain délai suivant la fin du protocole thérapeutique. - Il instaure un droit à l'oubli pour les personnes victimes de certaines pathologies c à compter d'un certain délai suivant la fin du protocole thérapeutique. Dans ces cas, l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque constitue une discrimination. - De plus, le preneur de l'assurance de même que l'assuré sont exemptés de l'obligation de déclaration précontractuelle prévue à l'article 2408 du Code civil du Québec. - Ce projet de loi instaure également un droit à l'information de cette interdiction pour les candidats à l'assurance. 	
Critère(s)	<ul style="list-style-type: none"> - l'atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes; - l'incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général ce qui entraîne une plus grande complexité et l'inégalité entre les droits et obligations des citoyens, ainsi que des litiges inutiles; 	
Autres(s) critère(s)	<ul style="list-style-type: none"> Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général 	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
Comité(s)	Comité sur les droits de la personne	
Action	Étude du PL	7 juin 2017
Note sur l'action	<p>Étude par le Comité sur les droits de la personne</p> <p>Le Comité ne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant.</p> <p>Nous surveillons le cheminement du projet de loi.</p>	

Index	Projet loi fédéral #C-338 (dépôt : 24 févr 2017)	
Titre	Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (peines)	
Enjeux	- Modification de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances afin d'accroître la durée des peines liées à l'importation et à l'exportation de certaines drogues et autres substances.	
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes	
	Confiance du public dans les institutions	
	Saine administration de la loi et de la justice	
Responsables(s)	Arianne Leblond	
Comité(s)	Comité en droit criminel	
Action	Dépôt du projet de lettre au CA	9 juin 2017
Note sur l'action	CA juin 2017	
Action	Étude du PL	26 mai 2017

Index	Projet loi provincial #85 (dépôt : 4 déc 2015)	
Titre	Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal	
Enjeux	Création d'un guichet gouvernemental unique pour faciliter l'implantation de l'entreprise en Montérégie permettant notamment de déroger à la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et de fixer des règles d'urbanisme particulières.	
	Autres critères: l'égalité des citoyens devant les lois d'application générale; protection du territoire agricole.	
Autres(s) critère(s)	Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général	
Responsables(s)	Marc Sauvé	
Comité(s)	Comité sur la justice administrative	
	Comité sur le droit de l'environnement	
	Comité sur le droit municipal	
Action	Étude du PL	8 juin 2017
Note sur l'action	Des consultations particulières sont annoncées pour le projet de loi 85. CA août 2017	

Index	Consultation fédérale (dépôt : 7 juin 2017)	
Titre	Étude sur les consultants en immigration	
Responsables(s)	Réa Hawi	
Comité(s)	Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté	
Action	Transmission lettre parrain/marraine	1 juin 2017
Note sur l'action	Lettre transmise au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration le 1er juin 2017.	

Index	Consultation fédérale (dépôt : 2 juin 2017)	
Titre	Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018	
Responsables(s)	Marc Sauvé Sylvie Champagne	
Action	Autre	5 juin 2017
Note sur l'action	Le Comité permanent des finances a lancé le processus des Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018. Les mémoires écrits d'au plus 2 000 mots, résumé inclus, peuvent être soumis au Comité jusqu'au vendredi, 4 août 2017, à 23 h 59, heure avancé	

Index	Autre dossier provincial (dépôt : 31 mai 2017)	
Titre	Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2017-2018 - printemps 2017	
Responsables(s)	Marc Sauvé Sylvie Champagne	
Action	Autre	1 juin 2017
Note sur l'action	Étude des informations utiles pour la justice en cours	

Index	Autre dossier (dépôt : 4 mai 2017)	
Titre	Trousse d'informations juridiques quant aux urgences collectives	
Responsables(s)	Arianne Leblond Éliane Hogue Marc Sauvé Sylvie Champagne	
Action	Communiqué	11 mai 2017
Note sur l'action	Mandat de la direction CA mai 2017	
Action	Communiqué	8 mai 2017
Note sur l'action	Diffusion de la trousse en ligne et de l'information juridique gratuite sur la ligne Info-Barreau sur le site Web du Barreau du Québec	

Index	Autre dossier (dépôt : 10 avr 2017)	
Titre	Rapport de la Commission des finances publiques "Le phénomène du recours aux paradis fiscaux - Observations, conclusions et recommandation"	
Enjeux	Égalité de tous devant la loi; Liberté des personnes dans la gestion de leurs biens conformément à la loi; Sécurité juridique et prévisibilité de la règle de droit; Équité fiscale.	
Responsables(s)	Marc Sauvé	
Comité(s)	Comité sur la fiscalité	
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA	8 septembre 2017
Note sur l'action	Consultation en cours des membres de notre Comité sur la fiscalité pour commentaires & enjeux. CA sept. 2017	

Index	Autre dossier provincial (dépôt : 6 avr 2017)	
Titre	Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics	
Responsables(s)	Fanie Pelletier	
	Réa Hawi	
Comité(s)	Comité sur le droit en regard des peuples autochtones	

Index	Autre dossier (dépôt : 10 mars 2017)	
Titre	Agressions sexuelles au Canada et traitement de dossiers par la police	
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1)	
	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)	
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice	
	Atteinte à l'indépendance judiciaire	
	Atteinte au principe d'équité procédurale	
	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes	
	Confiance du public dans les institutions	
	Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice	
	Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur	
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre	
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA	9 juin 2017
Action	Autre	15 mai 2017
Note sur l'action	- Rencontre du Groupe de réflexion : Me Ana Victoria Aguerre, Me Régis Boisvert, Me Sylvie Champagne, Me Éliane Hogue, Me Ariane Leblond, Me Lida Sara Nouraie, Me Fanie Pelletier, Me Julie Pelletier, Me Rachelle Pitre avec Me Esthel Gravel et Mme Deby Tr	
Action	Autre	30 mars 2017
Note sur l'action	- Rencontre du Groupe de réflexion : Me Ana Victoria Aguerre, Me Sylvie Champagne, Me Éliane Hogue, Me Ariane Leblond, Me Lida Sara Nouraie, Me Fanie Pelletier, Me Julie Pelletier, Me Rachelle Pitre avec le commandant Vincent Rozon, SPVM et M. Philippe Th	
Action	Autre	30 mars 2017
Note sur l'action	- Présentation des commentaires préliminaires du Groupe de réflexion : CA avril 2017	

Index	Autre dossier (dépôt : 10 mars 2017)	
Titre	Article 2998 C.c.Q. – publicité foncière des droits en matière testamentaire	
Responsables(s)	Marc Sauvé	
Action	Présentation d'une note de service	9 juin 2017

Index	Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)	
Titre	Comité Barreau-Chambre notaires (art. 303 (7))	
Responsables(s)	Sylvie Champagne	

Index	Autre dossier provincial (dépôt : 1 janv 2017)	
Titre	Mise en œuvre des engagements du Barreau dans le Plan d'action de la Table Justice Québec sur les délais en matière criminelle	
Responsables(s)	Nicolas Le Grand Alary	
Action	Autre	20 juin 2017
Note sur l'action	Rencontre de la Table Justice-Québec	
Action	Autre	26 avril 2017
Note sur l'action	Rencontre de la Table de concertation permanente sur les délais en matières criminelle et pénale	
Action	Autre	6 mars 2017
Note sur l'action	Rencontre de la Table Justice-Québec	
Action	Autre	23 janvier 2017
Note sur l'action	Rencontre de la Table de concertation permanente sur les délais en matières criminelle et pénale	

Index	Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)	
Titre	Préparation de la négociation du Tarif de l'aide juridique	
Responsables(s)	Éliane Hogue	

SUIVIS DES DOSSIERS TERMINÉS

Projet loi provincial #137 (dépôt : 11 mai 2017)

Loi concernant le Réseau électrique métropolitain

Résolution du CA	Dépôt de la lettre au CP
07 juin 2017	2017-06-07

Projet loi provincial #138 (dépôt : 11 mai 2017)

Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de favoriser l'accès à la justice et la réduction des délais en matière criminelle et pénale

Dépôt du projet de lettre au CA	Résolution du CA	Participation au CP
2017-05-18	2.2.1.9 (24 mai 2017)	2017-05-30
		Dépôt de la lettre au CP
		2017-05-30

Projet loi fédéral #C-46 (dépôt : 13 avr 2017)

Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA
2017-05-12	2.2.1.5 (29 mai 2017)

Projet loi provincial #132 (dépôt : 6 avr 2017)

Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques

Résolution du CA	Dépôt de la lettre au CP
07 juin 2017	2017-06-07

Règlement provincial (dépôt : 29 mars 2017)

Code de déontologie applicable aux membres des conseils de discipline des ordres professionnels

Dépôt du projet de lettre au CA	Résolution du CA	Transmission lettre parrain/marraine
2017-04-13	2.2.1.10 (27 avr 2017)	2017-05-03

Projet loi provincial #793 (dépôt : 23 mars 2017)

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent

Dépôt du projet de lettre au CA	Résolution du CA	Transmission lettre parrain/marraine
2017-04-27	2.2.1.9 (27 avr 2017)	2017-05-04

Projet loi provincial #792 (dépôt : 15 mars 2017)

Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Diffusion d'un mémoire sur le Web
2017-04-13	2.2.1.1 (27 avr 2017)	2017-04-27

Projet loi fédéral #C-39 (dépôt : 8 mars 2017)

Loi modifiant le Code criminel (dispositions inconstitutionnelles) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Transmission mémoire parrain/marraine
2017-04-13	2.2.1.5 (27 avr 2017)	2017-05-04

Projet loi fédéral #C-337 (dépôt : 23 févr 2017)

Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel (agression sexuelle)

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-04-13	1 (13 avr 2017)	2017-04-18

Projet loi fédéral #S-215 (dépôt : 16 févr 2017)

Loi modifiant le Code criminel (peine pour les infractions violentes contre les femmes autochtones)

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt de la lettre au CP
2017-02-16	2.2.1.6 (16 févr 2017)	2017-02-20

Projet loi fédéral #C-38 (dépôt : 9 févr 2017)

Loi modifiant la Loi modifiant le Code criminel (exploitation et traite de personnes)

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Transmission mémoire parrain/marraine
2017-03-20	2.2.1.2 (21 mars 2017)	2017-03-24

Projet loi provincial #122 (dépôt : 6 déc 2016)

Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-02-16	2.2.1.2 (16 févr 2017)	2017-02-22

Projet loi fédéral #S-231 (dépôt : 22 nov 2016)

Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada et le Code criminel (protection des sources journalistiques)

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-02-24	1 (26 févr 2017)	2017-02-28

Projet loi fédéral #C-32 (dépôt : 15 nov 2016)

Loi relative à l'abrogation de l'article 159 du Code criminel

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt de la lettre au CP
2017-02-16	2.2.1.4 (16 févr 2017)	2017-02-20

Projet loi fédéral #S-3 (dépôt : 25 oct 2016)

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription)

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-02-16	2.2.1.2 (16 févr 2017)	2017-02-21

Projet loi fédéral #S-217 (dépôt : 24 oct 2016)

Loi modifiant le Code criminel (détention sous garde)

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt de la lettre au CP
2017-02-16	2.2.1.3 (27 févr 2017)	2017-02-20

Projet loi provincial #113 (dépôt : 6 oct 2016)

Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Participation au CP
2016-11-17	2.2.1.4 (17 nov 2016)	2016-11-24
		Dépôt du mémoire au CP
		2016-11-24

Projet loi fédéral #S-230 (dépôt : 4 oct 2016)**Loi modifiant le Code criminel (conduite avec les capacités affaiblies par les drogues)**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Transmission lettre parrain/marraine
2017-03-20	2.2.1.3 (21 mars 2017)	2017-03-27

Projet loi fédéral #C-23 (dépôt : 17 juin 2016)**Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Transmission mémoire parrain/marraine
2017-04-13	2.2.1.4 (27 avr 2017)	2017-05-05

Projet loi fédéral #C-22 (dépôt : 16 juin 2016)**Loi constituant le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et modifiant certaines lois en conséquence**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Transmission mémoire parrain/marraine
2017-04-13	2.2.1.3 (27 avr 2017)	2017-05-24
		Dépôt du mémoire au CP
		2017-06-01

Projet loi provincial #107 (dépôt : 8 juin 2016)**Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2016-09-29	2.2.1.1 (26 sept 2016)	

Projet loi provincial #108 (dépôt : 8 juin 2016)**Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2016-09-29	2.2.1.2 (29 sept 2016)	2016-10-06

Projet loi provincial #96 (dépôt : 7 juin 2016)**Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-02-16	16 févr 2017	2017-02-20

Projet loi fédéral #C-16 (dépôt : 17 mai 2016)**Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel**

Dépôt du projet de lettre au CA	Résolution du CA	Transmission lettre parrain/marraine
2017-04-13	2.2.1.2 (27 avr 2017)	2017-05-08
		Dépôt de la lettre au CP
		2017-05-08

Projet loi fédéral #S-202 (dépôt : 8 déc 2015)**Loi modifiant la Loi sur le divorce (plans parentaux)**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt de la lettre au CP
2017-03-20	21 mars 2017	2017-03-27

Projet loi fédéral #C-6 (dépôt : 3 déc 2015)**Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et une autre loi en conséquence**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2016-04-21	2.2.1.1 (21 avr 2016)	2016-04-26
		Dépôt du mémoire au CP
		2017-02-14
		Participation au CP
		2017-02-15

Projet loi provincial #56 (dépôt : 12 juin 2015)**Loi sur la transparence en matière de lobbying**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2015-12-17	2.1.6.1 (17 déc 2015)	

Consultation provinciale (dépôt : 10 avr 2017)**Rapport quinquennal 2016 - Rétablir l'équilibre - Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-05-12	2.2.1.2 (24 mai 2017)	2017-06-07

Consultation provinciale (dépôt : 22 mars 2017)**Rémunération des juges de paix magistrats pour la période de 2004 à 2007**

Dépôt du projet de mémoire au CA	Résolution du CA	Dépôt du mémoire au CP
2017-04-13	2.2.3 (27 avr 2017)	2017-05-04

Consultation (dépôt : 10 mars 2017)**Consultation 2017 de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada sur le projet de modifications au Code type de déontologie professionnelle**

Dépôt du projet de lettre au CA	Résolution du CA	Transmission lettre parrain/marraine
2017-05-05	2.2.1.3 (24 mai 2017)	2017-05-25

Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)**Réflexion sur la légalisation du cannabis au Canada**

Résolution du CA
2.2.1.8 (21 mars 2017)

Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)**Réforme en droit de la famille**

Résolution du CA
2.2.1.7 (29 mai 2017)

Nous vous prions de recevoir, chers membres du Conseil d'administration, nos salutations distinguées.

Me Sylvie Champagne
Secrétaire de l'Ordre et directrice du
Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques

Me Marc Sauvé
Conseiller principal – Recherche et législation
SC/MS/jm